



## CHAPITRE 50

### Loi concernant la clinique d'aide à l'enfance

[Sanctionnée le 18 décembre 1959]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 70C,  
aj.

1. Les Statuts refondus de 1941 sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 70B, le suivant:

## "CHAPITRE 70C

### "LOI CONCERNANT LA CLINIQUE D'AIDE À L'ENFANCE

Titre.

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de la clinique d'aide à l'enfance*.

Études.

"2. Le service du département du bien-être social appelé "clinique d'aide à l'enfance" est chargé de l'étude des circonstances particulières aux jeunes délinquants et aux enfants apparemment ou effectivement âgés de moins de dix-huit ans qui ont besoin de protection. Cette étude doit également porter sur les facteurs préventifs dont il y a lieu de tenir compte et sur les remèdes qu'il convient d'appliquer.

Spécialistes.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, pour faire partie de ce service, des spécialistes en psychiatrie, en psychologie, en médecine, en service social et tous autres fonctionnaires et

## CHAPTER 50

### An Act respecting the Child Aid Clinic

[Assented to, the 18th of December, 1959]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Revised Statutes of 1941 are amended by adding thereto, after chapter 70B, the following:

R.S.,  
c. 70C,  
added.

## "CHAPTER 70C

### "AN ACT RESPECTING THE CHILD AID CLINIC

"1. This act may be cited as the *Child Aid Clinic Act*.  
Titre.

"2. The service of the Department of Social Welfare called "Child Aid Clinic" is charged with the study of the conditions peculiar to juvenile delinquents and children apparently or actually under eighteen years of age and who need protection. Such study must also deal with the preventive factors which should be taken into account and the appropriate remedies to be applied.

Study.

The Lieutenant-Governor in Council may appoint, as members of such service, specialists in psychiatry, psychology, medicine, social service and such other functionaries and employees as are neces-

Specialists.

employés nécessaires pour en assurer l'efficacité.

Disposi-  
tions  
applica-  
bles.

La Loi du service civil et la Loi des pensions s'appliquent au personnel de ce service.

Examen  
d'enfant.

"3. Lorsqu'il s'avère nécessaire ou utile au bien d'un enfant amené devant la Cour de bien-être social ou devant toute autre cour, un examen soigneux de cet enfant est fait, sur la demande du juge, par la clinique, dans le plus bref délai possible, en vue d'observer le sujet, de considérer les facteurs de mésadaptation et de suggérer les mesures qui s'imposent pour aider le sujet à se réadapter.

Rapport.

Un rapport des résultats de cet examen et des conclusions des examinateurs est remis au juge chargé d'entendre la cause.

Copie au  
directeur  
de l'insti-  
tution.

Si l'enfant est subséquemment confié à la garde d'une institution, une copie de ce rapport doit être remise, avec les recommandations du juge, au directeur de cette institution pour sa direction dans le traitement et l'orientation de l'enfant.

Depenses.

"4. Les dépenses occasionnées par l'application de la présente loi seront payées à même les deniers votés annuellement pour ces fins par la Législature.

Exécution  
de la loi.

"5. Le ministre du bien-être social est chargé de l'exécution de la présente loi."

Disposi-  
tions  
abrogées.

2. La loi 9 George VI, chapitre 25, et le paragraphe c de l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 10, sont abrogés.

Entrée en  
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

sary to ensure the efficiency of such service.

The Civil Service Act and the Pension Act shall apply to the staff of such service. Provisions to apply.

"3. Whenever it appears necessary or useful for the welfare of a child brought before the Social Welfare Court or any other court, a careful examination of such child shall be made, upon demand of the judge, by the clinic, within the shortest possible delay, with a view to placing the individual under observation, considering the maladjustment factors and suggesting the requisite measures to assist in his readjustment. Examination of child.

A report of the results of such examination and of the conclusions of the examiners shall be delivered to the judge who is to hear the case. Report.

If the child is subsequently committed to the custody of an institution, a copy of such report shall be delivered, with the judge's recommendations, to the director of such institution for his guidance in the treatment and orientation of the child. Copy to director of institution.

"4. The expenses occasioned by the carrying out of this act shall be paid out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature. Expenses.

"5. The Minister of Social Welfare shall have charge of the carrying out of this act. Carrying out of act.

2. The act 9 George VI, chapter 25, and paragraph c of section 2 of the act 14 George VI, chapter 10, are repealed. Provisions repealed.

3. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.